

## AVANT-PROPOS

### Le dégagisme, et après?

Jean-Luc Mélenchon en avait fait le maître-mot de sa campagne: «Dégagez-les!» Mais en 2017, c'est bel et bien Emmanuel Macron qui a bénéficié du dégagisme. Peut-être même l'a-t-il provoqué. Le bilan est éloquent et la vague tout aussi puissante que celle de 1958, après le retour du général de Gaulle au pouvoir.

Ainsi, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, François Hollande, François Fillon et Arnaud Montebourg ont-ils été sortis du jeu politique national à la faveur des primaires ou de l'élection présidentielle. Ensuite, les législatives ont été fatales à des personnalités qui ne s'imaginaient pas sorties si violemment de la vie politique. Il en fut ainsi pour Nathalie Kosciusko-Morizet, partie travailler pour Capgemini à New York, ou Najat Vallaud-Belkacem, devenue directrice générale déléguée d'Ipsos. Ou encore pour Marisol Touraine, Myriam El Khomri, Jean-Jacques Urvoas, Matthias Fekl, Cécile Duflot, David Douillet... Anciens ministres, considérés comme des espoirs de leur camp, ils sont tous revenus à la «vie civile».

Parmi les candidats en 2017, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon vivent des situations similaires.

Tous deux sont ressortis déçus de la présidentielle. Elle, après un débat calamiteux et des mises en examen en série dans un parti au bord de la ruine financière. Lui, car il a fini quatrième, comme en 2012, avec une image de mauvais perdant. Ils ont chacun lancé la refondation de leur camp respectif, en espérant dévitaliser la droite et la gauche dites « traditionnelles ».

Autre présidentiable contrarié: Benoît Hamon et ses 6,3 % au premier tour, battu ensuite aux législatives et aujourd'hui simple conseiller régional d'opposition en Ile-de-France. Après avoir quitté le PS, il tente de faire émerger Génération.s.

Du côté des anciens Premiers ministres ou « Premiers ministrables », le miraculé Manuel Valls d'abord esseulé au sein du groupe LREM à l'Assemblée a fini par démissionner de son poste de député pour se présenter à la municipale à Barcelone. Bernard Cazeneuve s'est retiré de la vie politique sans pour autant avoir pris sa retraite. François Baroin, qui a échoué à devenir Premier ministre d'un président LR, s'est recentré sur sa ville de Troyes et conseille la banque Barclay's. Il demeure néanmoins un homme d'influence à la tête de l'Association des maires de France.

Du côté des anciens présidents de la République, François Hollande ronge son frein, mettant le nouveau premier secrétaire du PS au supplice. Quant à Nicolas Sarkozy, qui voit s'accumuler les mises en examen, il a placé Laurent Wauquiez sous surveillance.

Mais la nature politique ayant horreur du vide, leur remplacement est en cours. Tous deux reçoivent

sans interruptions élus et journalistes dans leurs bureaux rue de Rivoli et rue de Miromesnil. L'Assemblée nationale a rajeuni comme jamais depuis 1958 et s'est féminisée d'une manière inédite. Ces législatives ont permis à de nouveaux visages d'émerger, notamment au sein de la meute LREM.

Il y a donc de vieux renards (ministres, chefs de parti, anciens candidats à la présidentielle dont la voix porte encore...) et de jeunes loups (nouveaux députés, secrétaires d'État, élus locaux...) Par leurs fonctions actuelles ou à venir, par leur engagement passé, par leur implantation locale, parce qu'ils sont des « bons clients » des médias et des réseaux sociaux, ils occuperont les terrains politique, médiatique et électoral d'ici 2022. Plus encore, tous aspirent à gouverner la France dans les dix années à venir.

Par-delà la situation économique, sociale et sécuritaire du moment, la prochaine présidentielle permettra de répondre à plusieurs questions : celle de 2017 n'a-t-elle été qu'un épiphénomène de la V<sup>e</sup> République ? Une anomalie dans un régime rythmé par l'alternance droite-gauche ? Un accident qui a vu un outsider, n'ayant jamais eu de mandat électoral, surgir et mettre au tapis des hommes et des femmes engagés depuis plusieurs décennies dans la carrière ? Ou bien, au contraire, la France s'est-elle engagée dans un nouveau monde, qui verra l'effacement progressif du vieux clivage droite-gauche au profit de nouvelles lignes de fracture ? Emmanuel Macron sera-t-il réélu pour un second mandat sans avoir terminé le premier en cohabitation ? Ce qui n'est pas arrivé depuis 1965...

Ce livre est donc un pari : en analysant la situation en ce début 2019, nous nous proposons d'identifier celles et ceux qui feront les débats en 2022. Comme tous les paris, il convient de l'aborder avec modestie. L'exercice oblige à limiter le nombre de jeunes loups et de vieux renards<sup>1</sup>. Surtout, les choses peuvent encore évoluer avec le scrutin européen de 2019, puis les municipales de 2020. Modestie donc.

Si nous avons publié ce livre en janvier 2014, aurions-nous consacré plus d'un paragraphe à Emmanuel Macron ? À l'époque, il était secrétaire général adjoint de l'Élysée en charge des affaires économiques, déjà bien identifié dans les cénacles médiatiques, économiques et politiques. Mais il n'était pas connu du grand public et, surtout, n'avais jamais été élu. Peut-être aurions-nous misé sur lui futur ministre en 2017 d'un François Hollande réélu sur une ligne social-démocrate assumée ? Mais l'aurions-nous vu successeur de ce dernier, sans doute pas... Pourtant, affamé comme un jeune loup et rusé comme un vieux renard, Emmanuel Macron est devenu le pivot de la vie politique française depuis 2016. Il est un modèle pour ces marcheurs qui lui doivent leur élection ou leur entrée au gouvernement. Il est un anti-modèle pour une droite de moins en moins libérale, un PS qui se cherche, une extrême droite en transition et une gauche de la gauche requinquée.

Et qu'aurions-nous écrit sur Édouard Philippe et Gérard Darmanin ? Qu'ils pourraient devenir ministres en 2017 dans un gouvernement de droite. A fortiori

---

1. Emmanuel Macron et Édouard Philippe justifieraient un livre entier : nous les avons volontairement mis de côté.

si Alain Juppé était élu pour le premier. A fortiori si Nicolas Sarkozy réussissait à revenir pour le second.

Et, quitte à imaginer un avenir chamboulé, l'on envisageait plutôt Manuel Valls, Bruno Le Maire et Cécile Duflot comme candidats du renouvellement en 2017.

Si ce livre est un pari, il ne s'agit pas de politique fiction. Les personnes évoquées sont maires, parlementaires, chefs de parti ou ministres. Au fil d'une soixantaine d'entretiens, nous avons rencontré la plupart d'entre eux, leurs entourages, leurs collègues ou leurs opposants.

Alors que des initiatives de terrain comme les «gilets jaunes», ou le nouveau parti Place publique de Raphaël Glucksmann réveillent le débat et posent question, tous regardent dans le rétroviseur afin d'analyser la surprenante bascule de 2016-2017. Ils se préparent à la présidentielle 2022. Mais, avant cela, les européennes de 2019 et les municipales de mars 2020 seront plus que des scrutins de mi-mandat. Phénomène inédit depuis soixante ans, le dédagisme a permis la promotion de nombreux outsiders. Face à cette transformation spectaculaire de notre monde politique, dont on peine à dire si elle est conjoncturelle ou définitive, la question posée est celle des élites à venir. Autrement dit, qui parmi les nouveaux arrivants ou les rescapés parviendra à conserver, conquérir ou reconquérir le pouvoir?

*Tous les entretiens ont été réalisés de vive voix par l'auteur. Les interviews ou informations issues d'autres médias sont sourcées comme telles en notes de bas de page.*

# 1

## LAURENT WAUQUIEZ

### *Le couteau entre les dents*

«On m'a dit que tu avais dit du mal de moi?» Il y a quelques années, un conseiller départemental de Haute-Loire avait reçu ce SMS après avoir parlé de Laurent Wauquiez à un journaliste. Ce message signé de l'intéressé l'aura dissuadé de parler une nouvelle fois à visage découvert.

«Je vous aurais bien raconté mais je suis impliqué dans un festival musical qui vit grâce aux subventions du conseil régional. Parler, c'est tuer le festival», avoue un autre élu de la région Auvergne-Rhône-Alpes, un notable pourtant bien installé.

«Je ne préfère pas parler de Laurent. On a eu des hauts et des bas, on s'est expliqué mais j'ai encore des responsabilités associatives...», confesse un dirigeant de PME auvergnat.

Trois discussions, trois refus. Et pourtant, ces trois personnalités ne sont pas de gauche. Elles sont de droite ou du centre-droit, de la même famille politique que Laurent Wauquiez. Mais elles ne sont pas désireuses d'en parler *on*, préférant quelques mots prudents *off*. Pourquoi cette prudence? Voire cette

crainte? Laurent Wauquiez est devenu président de leur région après les régionales de décembre 2015 puis du parti Les Républicains deux ans plus tard. Cette double casquette lui confère de puissants leviers – subventions et investitures – en cas de conflit avec des élus de sa famille politique. De quoi modérer les critiques en interne. En revanche, pour un ex-LR comme Gérard Darmanin, pas question de se retenir: «Je ne sais plus qui disait cela, s'interroge, goguenard, le ministre du Budget d'Emmanuel Macron... Copé peut-être? Il disait: "Laurent Wauquiez, il faut marcher dessus, ça porte bonheur."»

À 44 ans, Wauquiez le natif de Lyon n'a jamais perdu une élection: maire, député, président de région et président de parti. Ministre pendant tout le quinquennat Sarkozy, il a enchaîné les portefeuilles comme il a collectionné les diplômes – Sciences Po, Normale Sup', ENA – et déroulé l'un des plus beaux cv de la République, du niveau d'un Giscard, Juppé ou Fabius. Depuis près de cinquante ans, le peuple de droite orphelin du Général hérite ces hommes forts, hardis, parfois sans scrupules et souvent sans retenue. Christian Jacob, l'influent président du groupe LR à l'Assemblée et ancien ministre de Jacques Chirac, nous rappelle les fondamentaux de son mentor: «Article 1, le chef a toujours raison. Article 2, en cas d'erreur du chef, se référer à l'article 1.» Après Chirac et Sarkozy, Laurent Wauquiez est bien décidé à appliquer cette loi en deux articles. À 19 ans, il revendiquait son goût pour Stendhal, Napoléon, le peintre David et se choisissait pour devise «le soleil se lève sur Austerlitz».



Il n'y a donc rien d'illogique à s'inscrire aujourd'hui dans cette tradition bonapartiste. Mais, comme ses prédécesseurs, Laurent Wauquiez suscite de solides critiques. Le juppéiste Benoist Apparu, maire LR de Châlons-en-Champagne et ancien ministre, se souvient : « Dans l'ancien temps, aucun dirigeant ne pouvait avoir confiance en Wauquiez. C'était quelqu'un de très isolé avec qui personne ne voulait dealer. C'est la fable du scorpion et de la grenouille, il ne peut s'empêcher de piquer même si cela équivaut à un suicide. Par nature, il veut baiser les gens. C'est un Mélenchon de droite. Mélenchon plutôt que Georges Marchais, car Marchais, au moins, était sincère. Pour autant, il s'est vu confier des responsabilités car il est intelligent et cultivé, avec un sacré pedigree. » Comment cet archétype de l'intelligentsia française, lettré, bosseur, sportif et à l'allure de gendre idéal serait-il devenu un « Mélenchon de droite » ? Comment ce fan assumé de la série *House of Cards* est-il devenu aussi redouté que son héros diabolique Frank Underwood ? Mais surtout, à l'image d'Underwood, Wauquiez n'est-il pas prisonnier de sa brutalité froide, de ses ambiguïtés et des inimitiés qu'il s'est créées ?

### Derrière Sarkozy

Pour le député MoDem Jean-Noël Barrot, qui le connaît depuis des années, la destinée politique de Laurent Wauquiez est liée à celle de l'autre homme fort de la droite post-chiracienne, Nicolas Sarkozy. « Beaucoup de gens pensent Laurent Wauquiez comme s'il était en dehors de son camp, analyse-t-il.

Mais son ascension est liée à la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007 puis à sa dérive buissonnière que Wauquiez a suivie, voire devancée. Ce n'est pas un hussard déconnecté de l'évolution de son camp politique. » Laurent Wauquiez a été l'un des enfants gâtés du quinquennat Sarkozy après s'être dépensé sans compter pendant la campagne de 2007. Faisant preuve d'une résistance et d'un déploiement hors normes, il était capable de passer la journée en Haute-Loire avant de rejoindre Paris en avion. Puis de repartir le soir même pour participer un meeting avec le candidat et se faire reconduire en Haute-Loire en voiture le lendemain. Mais Wauquiez comprend aussi que, parfois, il doit canaliser sa spectaculaire énergie pour séduire le candidat. C'est le cas pendant un déplacement de campagne à Saint-Denis de la Réunion en avril 2007. Les deux hommes font un footing. Wauquiez porte T-shirt rouge et short en lycra noir, et Nicolas Sarkozy est tout de noir vêtu avec un bermuda plus ample. Le plus jeune n'a aucun mal à distancer Sarkozy, « mais regardez bien, nous fait remarquer une vieille connaissance de Laurent Wauquiez, quand il y a un photographe, Wauquiez prend garde de rester derrière Sarkozy pour ne pas lui faire perdre la face... »

Sarkozy élu, voilà Wauquiez courant d'un ministère à l'autre. Et, chaque fois, il progresse dans la hiérarchie et dans l'étendue de ses attributions : porte-parole du gouvernement, puis secrétaire d'État chargé de l'emploi, puis ministre délégué aux Affaires européennes et enfin ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Cinq ans,

quatre portefeuilles. Temps moyen passé à chaque poste : quatorze mois. Il n'a pas de temps à perdre. Quelques années auparavant, l'intelligence des situations de Laurent Wauquiez, son art du placement et sa capacité à sentir les événements étaient déjà exceptionnels. Après une prépa littéraire au lycée Henri-IV à Paris, il étudie de 1994 à 1997 à l'École normale supérieure dont il sort major. Dans les couloirs de la rue d'Ulm, ces années-là, on croise le philosophe Raphaël Enthoven, le mathématicien Cédric Villani, le romancier Ivan Jablonka...

Si l'on en croit Thomas Lienhard, autre camarade de promotion aujourd'hui enseignant en histoire médiévale à la Sorbonne, le futur major «était très fort. Une machine scolaire, une éponge ordonnée et efficace. Mais il s'arrêtait dès que les efforts fournis étaient suffisants. Habituellement, le normalien creuse, c'est un chercheur, mais Laurent Wauquiez préférait vite passer à autre chose. Il était plutôt touche-à-tout que spécialiste. Efficace au risque de la superficialité, superficiel au bénéfice de l'efficacité. Parfois, il avait du culot dans ses prises de parole avec quelques anachronismes en histoire. Il préférait le souffle à la précision». Bon camarade, le jeune Wauquiez donne volontiers un coup de main, sans condescendance, mais sans chercher à lier connaissance : «Il était déjà doté d'un caractère pressé et ne perdait pas une minute, se souvient son ancien condisciple. Quand nous avons eu l'agrégation, nous avons tous bu un verre pour fêter ça. Mais lui a immédiatement filé à vélo tout en mangeant son sandwich pour se rendre à Sciences Po où il était aussi étudiant.» C'est là, début 1997, qu'il effectue

ses premiers pas en politique. Sollicité par la mère de Laurent Wauquiez, le PDG des chaussures André Jean-Louis Descours, originaire de Haute-Loire, demande à Jacques Barrot de lui trouver un stage à sa mairie d'Yssingeaux dans ce même département.

### **Intervilles à Yssingeaux**

À l'époque, Jacques Barrot est aussi ministre UDF des Affaires sociales, une figure très respectée du centre démocrate-chrétien et pro-européen. Wauquiez se rend donc au ministère pour prendre connaissance des modalités de son stage, prévu début juillet : il fera partie de la cellule chargée d'organiser la venue du jeu télévisé « Intervilles » à Yssingeaux le 31 juillet. « Mais le moment venu, raconte un témoin de l'époque, Wauquiez explique qu'à cause de ses études il commencera son stage plus tard que prévu. Finalement, il est arrivé une semaine avant l'émission et, le jour d'« Intervilles », il s'est placé sur la photo avec Jacques Barrot. Puis il a réécrit l'histoire en expliquant que Barrot l'avait sollicité pour organiser « Intervilles »... » Cette anecdote – et bien d'autres comme nous le verrons – lui vaudra d'être surnommé à Yssingeaux « le coucou », à l'instar de l'oiseau qui niche dans un nid confectionné par d'autres. À lire l'annuaire des élèves de l'École normale supérieure, on pourrait croire qu'il avait anticipé ce surnom. Page 48, l'étudiant Wauquiez écrit à la rubrique des « intérêts divers » : « la cuisine, surtout celle des autres »...

Après Sciences Po, direction l'ENA dont il sort aussi major. Il choisit le Conseil d'État où il siège trois

ans avant de demander son détachement pour effectuer son premier mandat. Car le stage « Intervilles » a fait des miracles : en 2002, le député Jacques Barrot l'a désigné en tant que suppléant. L'ancien ministre est impressionné par le cv et l'énergie du jeune homme. À ses proches qui s'interrogent sur le choix de ce « Parisien », Barrot désigne la ville voisine du Puy-en-Velay. Il est persuadé que Laurent Wauquiez peut la reprendre aux socialistes en 2008. Alors, il décide de le « notabiliser » en le prenant comme suppléant. La succession entre les deux hommes à l'Assemblée intervient même plus tôt que prévu, car Jacques Barrot est nommé commissaire européen début 2004.

La campagne qui s'ensuit est l'occasion d'un petit coup de griffe de Jacques Barrot à son protégé. Il demande de ne pas faire figurer « Laurent Wauquiez-Motte » sur les affiches électorales, car cela fait trop de caractères... En effet, après Normale Sup', le jeune homme avait accolé au sien le nom de naissance de sa mère, Éliane. Pour faire plus bourgeois ? Non, explique-t-il, « en hommage à maman qui a élevé seule ses quatre enfants<sup>1</sup> » après le divorce d'avec son mari Philippe, un banquier, quand Laurent avait un an. Même avec un seul nom en haut de l'affiche, Laurent Wauquiez est élu dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Haute-Loire avec 62,40 % des voix face au candidat socialiste. Il a 29 ans et devient, ce 4 juillet 2004, le plus jeune député de France.

Les années suivantes, le plan de Jacques Barrot sera parfaitement exécuté : Laurent Wauquiez devient aussi

---

1. Entretien au *Monde* le 4 décembre 2012.

mairie du Puy-en-Velay. Désormais, sa vie et celle de son épouse administratrice au Sénat se partagent entre le pavillon du Puy-en-Velay où grandissent leurs deux enfants, et le bel appartement parisien. Paris en début de semaine, la Haute-Loire en fin de semaine et le week-end. Le jeune député-maire découvre les joies des quatre à cinq heures de train avec correspondance à Clermont-Ferrand, Saint-Étienne ou Lyon, et arrivée à la gare de Paris-Bercy. Heureusement qu'une ligne aérienne relie quotidiennement Le Puy-en-Velay à Orly. Le trajet dure quatre fois moins longtemps mais prive le voyageur pressé d'un périple ferroviaire à couper le souffle à travers la Haute-Loire, la Loire, le Puy-de-Dôme ou le Rhône. Montagnes douces et verdoyantes, ruisseaux, champs parsemés de fleurs. Le paysage est neigeux et glacé pendant l'hiver, quand souffle la burle. Chatoyant à mi-saison, chaud et sec pendant l'été continental.

Pendant toutes ces années, à l'Assemblée puis au gouvernement, Laurent Wauquiez adopte des positions plutôt fidèles aux engagements de son bienfaiteur Jacques Barrot, au point de créer un micro-parti affilié à l'UMP baptisé Droite sociale. Rien d'étonnant pour son comparse normalien Thomas Lienhard : « Dans ce lieu traditionnellement fort politisé, on ne lui connaissait pas d'engagement politique démonstratif. Simplement, il fréquentait de temps à autre l'aumônerie catholique, plutôt d'une droite conservatrice. Il avait un côté social et même un aspect boy-scout très serviable. » Mais, au fil des ans, il reviendra sur plusieurs de ses engagements. En 2005, le député Wauquiez et le mouvement Emmaüs

présidé par Martin Hirsch planchent sur les questions de pauvreté, de précarité, d'insertion et de retour à l'emploi. À cette occasion naîtra le concept du futur Revenu de solidarité active. Un an plus tard, Laurent Wauquiez écrit que ces travaux constituent l'une des plus grandes fiertés de sa vie. Le RSA verra le jour en décembre 2008 sous la houlette du commissaire aux solidarités actives Martin Hirsch et du secrétaire d'État à l'emploi Laurent Wauquiez. Mais le 8 mai 2011, ce dernier, passé aux affaires européennes, vitupère « les dérives de l'assistanat [...] cancer de la société » et demande un durcissement des conditions d'obtention du RSA. Martin Hirsch dénoncera à son tour vigoureusement ces propos et rappellera publiquement les prises de position antérieures de Laurent Wauquiez.

**« Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent »**

En 2014, Laurent Wauquiez publie un livre consacré à l'Union européenne<sup>1</sup>. Fustigeant l'élargissement, il propose de constituer un noyau dur de six pays de la zone euro partageant une fiscalité commune et de grands projets financés sur un budget commun. Schengen y est présenté comme « une passoire », Erasmus « une arnaque », le Conseil européen « une tribu de lémuriens » et la Commission « un tapir qui se regarde le nombril ». À un mois et demi des élections européennes où le Front national est donné favori, Laurent Wauquiez passe désormais pour un eurosceptique, voire un anti-européen. Aujourd'hui, c'est au nom de ce positionnement eurosceptique que

---

1. Laurent Wauquiez, *Europe : il faut tout changer*, Odile Jacob, avril 2014.

le fédéraliste Alain Juppé envisage de quitter LR. Et pourtant... Pendant huit mois, Laurent Wauquiez fut un ministre des Affaires européennes très sage et si peu transgressif auprès du même Alain Juppé, son ministre de tutelle au Quai d'Orsay. Volontariste même, quand il défendait l'entrée de la Croatie dans l'UE et mettait en garde contre une « crispation égoïste d'une Europe forteresse<sup>1</sup> ». Entre lui et Juppé « il n'y avait aucun désaccord politique sur l'Europe, bien au contraire. Je peux vous l'assurer. Sinon je m'en serais souvenu », nous raconte un proche conseiller d'Alain Juppé durant cette période. Jusqu'à ce livre, donc, le ministre des Affaires européennes n'avait rien trouvé à redire à la construction européenne. Comme le secrétaire d'État à l'emploi n'avait rien trouvé à redire au RSA.

Ceux qui ont connu le Wauquiez « d'avant » s'interrogent, à l'image de Thomas Lienhard qui partageait son banc à Normale Sup' : « Aujourd'hui nous sommes un certain nombre d'anciens très très étonnés des positions politiques qu'il a adoptées. Est-ce qu'il les avait cachées, est-ce qu'il les a acquises en cours de route ? Est-ce une posture ? » Pour Julien Aubert, député LR souverainiste du Vaucluse, ces revirements relèvent de la posture politique. « Sa capacité d'adaptation, son sens inné de la stratégie et son instinct politique font évoluer son analyse des rapports de force », explique-t-il, un petit sourire aux lèvres. « La sincérité est fondée sur l'échec, or lui n'en a jamais connu », confie un membre de

---

1. Entretien au *Monde* le 25 juin 2011.



la direction LR. Analyse similaire de Gérald Darmanin: « On ne fait pas un bon homme politique dans une vie ouatée. Il faut des cicatrices. Ce n'est pas que Wauquiez change d'avis, il ne change jamais d'avis. Mais il n'est jamais sincère. » Pour Benoist Apparu, « Laurent Wauquiez a raison quand il pense qu'il y a un besoin de proximité avec les gens pour endiguer la révolte populaire. Mais il ne l'incarne pas. Il sent la supercherie à plein nez. C'est comme Bruno Le Maire pendant la primaire. Son intuition sur le renouveau était bonne mais il ne l'incarnait pas. Wauquiez, c'est la même chose ». Pour Nicolas Dupont-Aignan, ancien candidat à la présidentielle, qui plaide pour une coalition entre une partie de LR, le RN et son mouvement Debout La France, « Wauquiez est empêtré dans ses contradictions idéologiques. Il parle comme Le Pen mais travaille avec le MoDem dans sa région et promet qu'il ne fera jamais alliance avec elle. Il vous fait un discours que je juge parfait sur l'Europe et il vous dit en même temps que Leonetti ou Barnier seraient des têtes de listes parfaites pour les européennes... Il y a comme un petit problème. Il fait le contraire de ce qu'il dit et, au XXI<sup>e</sup> siècle, ça ne passe plus. Où est la sincérité? »

Les proches de Laurent Wauquiez fournissent une autre explication. Un proche collaborateur à la direction du parti LR dit ceci: « On a généralisé sa plasticité à partir de sujets singuliers. Il revendique le droit d'évoluer. Sur l'Europe, à un moment, il y a eu confrontation entre l'idéalisme des idées de ses 20 ans et la réalité. Aux Affaires européennes, il comprend que ça n'évoluera plus et, en Haute-Loire, les gens lui

disent qu'ils rejettent l'Europe. Sur l'assistanat, il ne rejette pas les politiques pour les plus fragiles mais il rejette les politiques qui ne favorisent pas le retour à l'emploi. Sur l'identité, la laïcité, l'intégration; le terrorisme est une réalité qui nous a sauté à la face.» Pour le sénateur LR centriste du Nord Marc-Philippe Daubresse, membre de la direction du parti, «on le caricature. Il n'a jamais été un anti-européen primaire. Il serait un méchant, très dur, quasi-FN et dictatorial? Ce n'est pas ce que je vis. Mais le contexte a changé. On a baissé la garde sur l'Europe qui protège en matière de frontières, de terrorisme et d'immigration. Sur le social et la dépense publique, ce n'est pas nous qui évoluons. C'est l'environnement». Ou comment valider le constat d'Edgar Faure: «Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent»...

### Le désaveu

Qu'elles soient sincères ou cyniques, ces prises de position en matière d'Europe auront profondément marqué Jacques Barrot. Dans une tribune, l'ancien commissaire européen lui avait répondu: «J'oppose un désaveu à l'ouvrage publié le mois dernier sous la plume de Laurent Wauquiez [...] L'UE mérite mieux que ce livre inspiré par je ne sais quel populisme<sup>1</sup>.» Depuis plusieurs années déjà, les griefs entre les deux hommes s'étaient accumulés. Par exemple, Laurent Wauquiez a tout fait pour empêcher Jean-Noël Barrot, le fils de l'ancien ministre, de se faire élire

---

1. «L'Europe mérite mieux que le populisme et la peur de l'autre», *Les Échos*, le 7 mai 2014.